



Union paysanne
C.P. 515, succursale Bureau Chef
Saint-Hyacinthe, Québec J2S 7B8 Tél.
(450) 774-7692
Télec. (450) 774-9405:
paysanne@unionpaysanne.com

6 décembre 2012

Son Excellence Sofía Lastenia Cerrato Rodríguez
Ambassade du Honduras
151 Slater Street, suite 805
Ottawa, Ontario K1P 5H3

Votre Excellence:

Je vous adresse au nom de l'Union paysanne, un syndicat d'agriculteurs et de citoyens dont la mission est la promotion de l'agriculture paysanne et la défense des fermes familiales, afin de vous faire part de notre consternation devant la violence qui sévit dans la région du Bajo Aguán. En effet, nous constatons qu'il y a partout au Honduras un manque flagrant de respect pour les droits fondamentaux des paysans.

Dans la région du Bajo Aguán, en dépit des décisions récentes de la Cour régionale en faveur des communautés paysannes, de grands propriétaires terriens persistent dans leurs tentatives de s'accaparer des terres paysannes. Après avoir fait assassiner impunément plus de cinquante paysans de la région, ils visent actuellement l'État et le système judiciaire: le 22 septembre 2012, Antonio Trevino Cabrera, l'avocat qui représentait l'organisation paysanne MARCA, a été assassiné près de Tegucigalpa; le 24 septembre 2012, Manuel Eduardo Díaz Mazariegos, le Procureur spécial des droits de la personne du département de Choluteca, a été assassiné dans la ville de Choluteca; le 27 septembre 2012, le leader paysan et ancien coordinateur du mouvement international La Via Campesina, Rafael Alegria, a reçu un appel de la part du Président de la République lui prévenant d'une attaque planifiée contre sa personne ainsi que contre deux membres du gouvernement, César Ham, Ministre de la réforme agraire, et Ana Pineda, Ministre des droits de la personne.

Malgré la gravité de ces dernières menaces, dont les institutions internationales de droits de la personne ont été informées, l'État hondurien n'a pas été en mesure de faire arrêter cette vague de violence. Car le 10 novembre 2012, José Cecilio Pérez, président de la coopérative paysanne Despertar, a été assassiné près du village de El Tigre dans le Bajo Aguán.

Il va sans dire qu'il ne s'agit pas de crimes insensés mais plutôt d'une campagne planifiée par certains grands propriétaires (avec l'appui de leurs alliés au sein de l'appareil de l'État) dans le but de s'accaparer des plantations d'huile de palme cultivées par les coopératives paysannes du Bajo Aguán. Au niveau national, ces grands propriétaires utilisent tous les moyens pour contrer les efforts des paysans honduriens, qui essaient de convaincre le gouvernement hondurien d'adopter un authentique programme de réforme agraire.

Devant cette situation lamentable, l'Union paysanne demande au gouvernement hondurien de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des leaders et militants paysans et des défenseurs des droits de la personne, ainsi que de mettre fin à l'impunité des personnes ayant perpétré ou planifié les attaques contre ceux et celles qui essaient de faire respecter les droits de la personne des paysans honduriens.

Face à l'ampleur des violations des droits fondamentaux des paysans au Honduras, l'Union paysanne se permet de suggérer au gouvernement qu'il sollicite des visites de la part de la Commission interaméricaine des droits de la personne ainsi que des spécialistes en matière de droits de la personne de l'ONU.

En vous remerciant de votre attention, je vous prie, Votre Excellence, d'accepter l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Karen Rothschild
Union paysanne**